



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE  
www.npa2009.org

## Bulletin édité par des militant/es du NPA du ministère du travail et de Pôle Emploi

n°18 - mars-avril 2014

### SAPIN, HOLLANDE : LE PASSAGE EN FORCE PERMANENT

L'entêtement de Sapin, après sa défaite devant le Sénat, à tout de même réformer l'inspection du travail par voie de décret, éclaire sur la véritable fonction du gouvernement Hollande-Ayrault : être l'exécutant mécanique d'une politique de reconfiguration sociale et d'austérité généralisée à l'échelle européenne, hors de tout processus démocratique. C'est ainsi qu'il faut comprendre cet aveuglement à poursuivre, coûte que coûte, le bouleversement des droits sociaux de ce pays.

Le choix de méthodes court-circuitant le débat public est en lui-même symptomatique. Ainsi l'ANI de « sécurisation de l'emploi » et la énième réforme de l'UNEDIC à venir, négociés entre patronat et syndicats de facto minoritaires ; ainsi les cavaliers juridiques réformant tant l'inspection du travail que les prud'hommes, glissés en contrebande dans la loi de formation professionnelle ; ainsi la suppression d'un pan entier des cotisations sociales, décidée par le seul François Hollande, avant d'être imposée dans une négociation sous contrainte.

Heureusement les faits sont têtus, et les réticences et résistances produisent des effets inattendus : report de la réforme des prud'hommes sous pression de la CGT, rejet de la réforme de l'inspection par le Sénat, retard pris dans la négociation du pacte de responsabilité. Il semblerait que, chassée par la porte, la politique refasse tout de même son entrée par la fenêtre. Rien de surprenant, tant on sent monter la colère face à ce gouvernement !

À nous de saisir cette chance. Tout le monde est concerné : entreprises en lutte contre les licenciements et les conséquences de l'ANI, inspection du travail et travailleurs du public et du privé, chômeurs et précaires, nous avons tous quelque chose à perdre. Mais c'est donc aussi que nous avons tout à gagner à nous mobiliser, faire converger nos luttes et nos revendications. Rendez-vous le 18 mars, et au-delà, dans les rues et les assemblées générales.

### Un week-end de révolte pour arrêter le gouvernement PS-MEDEF !

Une grande marche de révolte à gauche le 12 avril ! C'est l'initiative que propose le NPA.

Pour cela, il s'adresse à l'ensemble de travailleurs, aux jeunes, aux militants associatifs, aux partis politiques qui ne participent pas au gouvernement, aux organisations syndicales qui ne se compromettent pas avec le patronat... et plus généralement à celles et ceux qui n'en peuvent plus de la politique du gouvernement et ne se résolvent pas à voir la droite réactionnaire ou fasciste occuper la rue. Un appel auquel ont déjà répondu positivement certains partis comme le Parti de gauche, ou des associations et syndicats.

#### Un gouvernement PS-MEDEF

Depuis qu'Hollande est au pouvoir, toute la politique du gouvernement est tournée vers la satisfaction des intérêts du patronat, au nom de la compétitivité des entreprises et de l'amélioration de leur taux marge, sans considération pour la protection des classes populaires.

Avec le « pacte de responsabilité », une nouvelle étape est franchie : la suppression des cotisations sociales servant à financer les allocations familiales et une réduction des dépenses publiques sur 3 ans. D'un côté, 30 milliards d'euros offerts aux patrons, qui viendront s'ajouter aux 200 milliards déjà accordés ces 30 dernières années ; de l'autre, 50 milliards d'euros en moins pour les services publics, et notamment la santé et l'assurance maladie, dont l'asphyxie est programmée.

Quant aux contreparties attendues du patronat, elles n'ont pas fait long feu. Selon un scénario désormais bien établi, le MEDEF et la CFTD ont conclu un accord le 6 mars renvoyant d'éventuels objectifs de création d'emplois à des discussions de branche, sans obligation de résultat !

Comme si cela ne suffisait pas, la Cour des comptes estime déjà trop faible la baisse des dépenses publiques et réclame 15 milliards d'euros supplémentaires. Le gel de l'avancement des fonctionnaires, évoqué par le gouvernement courant février, pourrait bien ressortir des cartons plus vite qu'on ne le pense. (suite au verso)



Pour recevoir nos bulletins, être informé de nos activités... ou prendre contact avec nous écrivez à [npaiteidf@laposte.net](mailto:npaiteidf@laposte.net) ou par courrier à NPA 2, rue Richard-Lenoir 93100 Montreuil

A lire au verso :

Non à la guerre contre les chômeurs !

Les conséquences de cette politique, on les connaît. C'est le chômage et la précarité qui n'en finissent plus d'augmenter, les inégalités qui s'accroissent (10% des ménages les plus riches détiennent 48% du patrimoine quand les 50% de ménages les moins riches en possèdent 7%), le nombre de smicards à la hausse, les plans de licenciements qui se multiplient... Le ciblage de la première vague d'exonération sur les bas salaires, correspondant aux emplois peu qualifiés où la précarité est déjà grande, va amplifier ces effets.

### L'offensive réactionnaire encouragée

Ce gouvernement, c'est aussi celui qui imite et parfois dépasse celui de Sarkozy dans l'expulsion des sans-papiers, le démantèlement des camps de Roms, l'alliance avec les bétonneurs comme à Notre-Dame-des-Landes.

Celui qui alimente l'offensive réactionnaire et recule devant elle, comme sur la PMA – alors qu'il reste droit dans ses bottes quand ses réformes anti-sociales sont contestées. Celui qui invoque la lutte contre le racisme pour interdire les spectacles de Dieudonné mais qui permet à des courants ouvertement fascistes ou antisémites de défiler dans la rue. Celui qui permet au FN et son poison nationaliste d'apparaître comme le seul opposant au gouvernement, au moment où l'UMP est engluée dans les affaires.

Après s'être sentis attaqués dans leurs valeurs par le mariage pour tous, rare mesure positive du quinquennat, les réactionnaires, aujourd'hui très mobilisés, sont encore plus encouragés par les concessions que ne cesse de faire le gouvernement.

### La révolte, maintenant !

Le gouvernement PS-MEDEF ne s'arrêtera que si nous l'arrêtons nous-mêmes. Sa politique doit être contestée dans les urnes – c'est le sens des listes anticapitalistes que le NPA présente aux élections municipales et européennes – et surtout dans la rue.

Partout, sur nos lieux de travail ou d'études, dans nos quartiers, dans nos communes, dans nos villes, tous ensemble, organisons la révolte, rassemblons-nous pour le faire reculer, reprendre l'offensive et ne pas laisser la rue à la droite et à l'extrême-droite.

En partant des luttes qui se mènent contre les licenciements, les fermetures d'entreprises ou les suppressions de postes, et pour l'égalité des droits, la marche que propose le NPA doit permettre de retrouver la confiance dans notre capacité à agir dans l'unité. Un rassemblement qui devra se poursuivre au-delà d'une manifestation, pour que le rapport de forces s'inverse définitivement.

## Pôle emploi développe l'arsenal de guerre

## contre les chômeurs

Alors que la situation de l'emploi est au plus bas, le contrôle des chômeurs est quant à lui au plus haut. Après le décret relatif au « suivi de la recherche d'emploi » en 2005, après la loi du 1er août 2008 relative aux « droits et devoirs des demandeurs d'emploi » (et la fameuse offre raisonnable d'emploi), Pôle emploi innove avec ses « équipes dédiées au contrôle de la recherche d'emploi ».

Dans son plan stratégique, l'opérateur public entend créer des équipes spécialisées dans le contrôle afin que la chasse aux fraudeurs soit plus performante. Car à ce jour, les radiations sont principalement administratives (absence à convocation). Rares sont celles sanctionnant les chômeurs pour absence « d'actes positifs et répétés de recherche d'emploi ».

Plusieurs régions (Franche-Comté, Haute-Normandie, PACA et Poitou-Charentes) expérimentent actuellement ce nouveau dispositif. Parqués dans un endroit clos, à l'abri des regards et surtout des chômeurs, des conseillers passent leurs journées à effectuer des contrôles, aléatoires ou à la demande. Leurs outils ? Les dossiers informatiques des chômeurs et un téléphone pour questionner, interroger, mettre sous pression et... sanctionner les sans-emplois qui n'auraient pas respecté leurs obligations.

Les objectifs sont clairs : faire du contrôle des chômeurs un instrument des politiques du traitement du chômage et faire reposer la responsabilité sur l'individu et ainsi exonérer les facteurs économiques.

### Traçabilité des chômeurs

Mais Pôle emploi ne s'arrête pas là. Sous couvert de « mesurer l'impact de l'offre de service sur le chômage et l'emploi », la priorité est donnée à l'identification des fraudeurs ou indus potentiels. Les chômeurs sont d'abord vus comme des fraudeurs en puissance.

Depuis peu, les déclarations préalables à l'embauche (DPAE) effectuées par les employeurs auprès de l'URSSAF alimentent ainsi automatiquement les dossiers des demandeurs d'emploi. Autre évolution à venir, le « profilage » des fraudeurs. Prenant exemple sur la CAF, Pôle emploi va identifier les caractéristiques les plus fréquentes des fraudeurs et contrôler les chômeurs qui en sont le plus proches, via des processus de « datamining » (exploration de données).

Et c'est sans parler d'un éventuel pistage des internautes grâce à leur adresse IP, à l'heure où justement Pôle emploi mise tout sur les relations à distance et dématérialisées...



pôlice emploi

**Refusons cette logique au service du marché et du patronat !**

L'histoire de l'indemnisation du chômage le prouve : le contrôle des chômeurs a toujours été au plus fort en temps de crise (mais jamais en période de plein emploi). Pointer du doigt les chômeurs permet de légitimer un chômage qui atteint des records et qui permet in fine au patronat de rogner sur nos droits et de nous exploiter encore plus.

Et à côté de ça, le gouvernement tente par tous les moyens de réformer l'inspection du travail et les Prud'hommes. Des patrons de plus en plus intouchables, des salariés de plus en plus précaires et des chômeurs désignés comme boucs émissaires. De cette société là, nous n'en voulons pas !